Le centre du patrimoine arménien. Un ancrage local pour une histoire diasporique

Entretien avec Laure Piaton, directrice du Centre du patrimoine
arménien et Chrystèle Roveda, responsable du service des publics

Mikaël Petitjean

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/6657>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.6657

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2018

Pagination : 77-81

ISBN : 978-2-919040-42-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mikaël Petitjean, « Le centre du patrimoine arménien. Un ancrage local pour une histoire diasporique », *Hommes & migrations* [En ligne], 1322 | 2018, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 21 janvier 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/6657> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.6657>

LE CENTRE DU PATRIMOINE ARMÉNIEN

UN ANCRAGE LOCAL POUR UNE HISTOIRE DIASPORIQUE

Entretien avec LAURE PIATON, directrice du Centre du patrimoine arménien et CHRYSTÈLE ROVEDA, responsable du service des publics, réalisé par MIKAËL PETITJEAN, chargé de mission au Musée national de l'histoire de l'immigration.

Hommes & Migrations : Pourriez-vous nous présenter l'histoire du Centre du patrimoine arménien ? Comment ce projet est-il apparu ? Qui en furent les porteurs ?

Laure Piaton : La création du Centre du patrimoine arménien (CPA) en 2005 est l'aboutissement de près de dix ans de réflexion et de dialogue entre la ville de Valence et les descendants de réfugiés arméniens.

Dans les années 1990, les associations de Français d'origine arménienne se sont tournées vers la municipalité pour qu'elle soutienne la création d'un mémorial du génocide des Arméniens, un lieu susceptible de devenir également un espace de transmission des traditions et de l'identité. Pendant plusieurs années, le projet est régulièrement évoqué mais sans que les conditions de sa réalisation ne soient réunies.

Au début des années 2000, la ville de Valence, à nouveau sollicitée, décide de s'emparer du projet et de créer un nouvel équipement municipal à part entière qui participerait à la stratégie d'enrichissement de son offre culturelle. Elle proposa donc la mise en place d'une exposition permanente relatant l'histoire de la diaspora arménienne, mais en l'inscrivant dans celle plus large des réfugiés et des génocides au XX^e siècle. Dans un aller-retour permanent entre le particulier et l'universel, l'expérience diasporique des Arméniens arrivés à Valence dans les années 1920 est alors devenue le paradigme et le support du développement du discours programmatique du CPA, axé sur l'exil, les conflits contemporains, les réfugiés, les diasporas.

Ainsi, la création du CPA a procédé de plusieurs enjeux : celui porté par les associations de la

conservation d'une mémoire collective, en tension avec la volonté de la municipalité de ne pas créer un lieu communautaire et de renforcer sa politique culturelle. En 2010, lors de la création de la communauté d'agglomération, le CPA a été reconnu comme un équipement structurant du territoire et transféré au nouvel établissement public de coopération intercommunale, aujourd'hui Valence Romans Agglo.

H&M : Comment le projet a-t-il été accueilli par la population, d'origine arménienne ou non ? Le projet est-il entré en résonance avec d'autres enjeux historiques et sociaux ?

L. P. : Nous ne saurions parler à leur place, mais il nous semble que, pour la population arménienne réfugiée ou descendante d'Arméniens qui vit sa double identité, l'existence du CPA, justement parce qu'il est un établissement public et non communautaire, est ressentie comme une reconnaissance. Le CPA est une source de fierté quand dans d'autres communes, au contraire, des projets associatifs d'inspiration proche sont en difficulté ou n'ont pas pu finalement voir le jour.

Le besoin exprimé par les associations était de doter leur communauté d'un outil permettant de former les futures générations, de renforcer son identité, d'en sauvegarder la richesse et l'originalité en évitant sa disparition par assimilation. Mais il était difficile pour la municipalité de défendre un projet pour un groupe particulier. Progressivement, les représentants associatifs se sont laissés convaincre de l'intérêt qu'ils auraient à mettre en partage leur histoire en l'inscrivant dans un projet culturel plus large.

Le travail de recueil d'archives familiales a déclenché une prise de conscience chez les descendants de réfugiés eux-mêmes et a suscité un attachement pour le lieu même s'ils ne le fréquentent pas systématiquement. Ce travail a offert l'occasion de faire connaître le projet auprès des habitants du territoire et de les sensibiliser aux logiques d'ouverture qui le sous-tendaient.

Cette volonté d'ouverture – admise intellectuellement mais pas toujours affectivement – se traduit dans le lieu retenu pour son implantation : proche du quartier arménien, l'ancienne faculté de droit est déconnectée des lieux de mémoire liés à l'installation, ce qui contribue à décroquer les représentations spatiales de la diaspora et à créer un nouveau repère opérant pour l'ensemble des Valentinois. Ainsi, en interrogeant la dimension universelle de l'expérience diasporique, en privilégiant l'approche comparative et le dialogue interculturel, le CPA a l'ambition de rendre sensible la thématique des migrations, des conflits et des mémoires pour le plus grand nombre de personnes, quelles que soient leurs origines.

H&M : Le Centre du patrimoine arménien entre dans une phase de travaux et de refonte de ses espaces permanents. Quels sont les objectifs visés et les principales évolutions ?

L. P. : En 2013, dans la perspective du centenaire du génocide des Arméniens, le CPA a procédé à l'actualisation de son projet scientifique et culturel et s'est engagé dans un projet d'extension. Ainsi, à l'automne 2018, le public découvrira une nouvelle entité architecturale de 1 100 m² entièrement dédiée à l'accueil des publics. Dans le même temps, il développe ses activités scientifiques en devenant un pôle de ressources régionales en ethnologie sur le thème « migrations, frontières, mémoires », et bénéficie d'une reconnaissance nationale grâce au label Ethnopôle du ministère de la Culture et de la communication.

En 2017, dans ce contexte dynamique, il est apparu indispensable de rénover et de réactualiser notre exposition permanente. Sur la forme, tout d'abord,

elle s'était un peu dégradée au fil du temps, ses supports multimédias innovants lors de la création étaient devenus désuets, tout comme la place de l'écrit, très importante, qui ne correspond plus aux nouvelles tendances muséographiques – sans que ne soit démontré un désintérêt du public pour cette forme. Sur le fond, il nous fallait intégrer des connaissances qui avaient émergé ces quinze dernières années : l'apport des productions scientifiques, comme celles rendues publiques lors de la commémoration du centenaire du génocide, l'accès à de nouvelles archives.

Par ailleurs, le visage de la diaspora arménienne s'est trouvé profondément remodelé par la guerre en Syrie et l'intensification des migrations depuis la République d'Arménie. Nous nous devons d'en rendre compte dans notre discours sous peine de voir se creuser un décalage entre les contenus proposés et les processus observés ces dernières années. Enfin, il était nécessaire que cet établissement, municipal à l'origine, dont les éléments exposés renvoyaient pour beaucoup à la seule histoire de Valence, puisse refléter plus largement la diversité des expériences et des histoires des habitants du nouveau territoire dans lequel il s'inscrit depuis 2016.

H&M : Comment avez-vous travaillé sur cette nouvelle muséographie ? La thématique des migrations impose-t-elle des contraintes ou une méthodologie particulière ?

L. P. : Pour des raisons de calendrier – la refonte du parcours permanent a été décidée et sera menée en moins d'un an – et de budget – cette opération qui n'avait pas été prévue en 2014 s'appuie notamment sur une ambitieuse opération de mécénat –, il a été décidé de ne pas remanier profondément l'architecture de cette partie du bâtiment, ni celle du parcours de visite, mais d'intervenir par touches, là où le discours était daté et par trop en décalage avec l'actualité des phénomènes migratoires. Pour ce faire, une équipe réduite a été constituée autour de Claire Mouradian, directrice de recherche émérite au CNRS, déjà membre du conseil scientifique du

Photo du futur Centre du patrimoine arménien à Valence. © CPA.

CPA lors de sa création. Nous avons également entièrement repensé les propositions multimédias, en développant davantage l'interactivité, l'accès à des contenus sonores et vidéo. Nous avons intégré différents niveaux de lecture, adaptés à différentes pratiques de l'exposition. Enfin, pour pallier la difficulté de traiter de l'actualité dans une exposition permanente, nous avons choisi d'aborder la question des réfugiés sous la forme d'un outil multimédia facilement actualisable qui sera régulièrement mis à jour.

Nous avons eu plusieurs points de vigilance : comme c'était déjà le cas en 2005, nous avons cherché à éviter l'écueil de l'essentialisation, approche dont le public non originaire est souvent friand mais ressentie comme condescendante par

les héritiers des réfugiés ; à articuler un discours scientifique exigeant et la dimension sensible des parcours de vie ; à considérer les distorsions entre la mémoire portée par les descendants des réfugiés, la manière dont ils souhaitent être représentés et, sans les trahir, la parole que souhaite exprimer l'institution publique.

H&M : La population du territoire est-elle associée au processus de rénovation du CPA ?

L. P. : En 2005, la création de l'équipement s'était appuyée sur une collecte d'archives familiales auprès de la population. Cette collecte mise au service du scénario avait permis de rassembler plus de

Atelier pour les enfants organisé au Centre du patrimoine arménien à Valence. Photo Delmarty. © DELMARTY.

2 000 documents dont une partie seulement avait été exploitée. À l'occasion de la refonte du parcours de visite, une nouvelle collecte a été entreprise à l'échelle du département drômois, permettant à des personnes dubitatives il y a quinze ans, mais convaincues depuis, d'associer l'histoire de leur famille à celle racontée dans l'exposition et de faire émerger de nouveaux fonds d'archives. On peut en effet émettre l'hypothèse que, victimes d'une violence d'État en Turquie, certains réfugiés ou leurs descendants ont intériorisé une forme de défiance envers les institutions publiques et préféré il y a quinze ans confier leurs archives à des structures communautaires. Le bon fonctionnement de l'établissement depuis 2005, son sérieux et sa notoriété ont pu rassurer de nouveaux donateurs.

H&M : L'un des objectifs du Centre du patrimoine arménien est de transmettre et valoriser cette histoire des migrations et des mobilités humaines. Quel travail pédagogique est mis en place ? Quels outils sont proposés à la communauté éducative (enseignants, acteurs de l'éducation populaire) du territoire ?

Chrystèle Roveda : Aborder ces questions avec les plus jeunes comporte un enjeu important, car il s'agit d'évoquer des sujets extrêmement sensibles, susceptibles de faire écho à une histoire familiale ou à des représentations captées dans les médias. L'objectif du travail mené avec les enseignants est

donc d'amener les élèves à prendre du recul face aux images et aux informations véhiculées autour d'eux. Nous abordons l'histoire migratoire à travers la question de l'identité, des discriminations, des différences, des frontières. Nous partons de situations concrètes, avant d'élargir le questionnement à la « grande histoire ». La photographie contemporaine, très présente dans les expositions temporaires du CPA, constitue un très bon support pour faire ce travail. L'analyse d'images et la déconstruction des idées reçues, à partir de jeux et d'échanges avec les élèves, sont au cœur de notre démarche pédagogique.

L'exposition permanente du CPA, qui raconte l'histoire de la diaspora arménienne en partant d'un ancrage local, constitue par ailleurs un excellent dispositif permettant d'aborder ces questions. Les enfants apprécient l'exemple singulier de Gayané, petite fille descendante d'immigrés arméniens. Il s'agit d'un personnage fictif, mais elle permet d'incarner une histoire qui peut sembler extrêmement lointaine aux élèves. À partir de cet exemple, nous élargissons à d'autres migrations et à l'actualité.

Pour la réouverture, nous avons souhaité également créer une nouvelle animation très ludique, qui invitera à se mettre dans la peau de migrants. Pourquoi partir ? A-t-on toujours le choix ? Nous avons réfléchi à des itinéraires personnels fictionnels, mais inspirés de situations réelles, afin que les participants se rendent compte qu'un migrant, ce n'est pas forcément l'« Autre »...

H&M : Le CPA est un équipement culturel de Valence Romans Agglo. Comment s'inscrit-il dans la stratégie territoriale de cette communauté d'agglomération ?

C. R. : À l'échelle de Valence Romans Agglo, le CPA est un équipement singulier. Il est le seul à travailler de manière permanente sur les questions relatives aux peuples, à leurs déplacements, à leur identité. Il prend appui sur l'histoire locale, mais en la liant toujours à des questions internationales.

Au sein du département Culture et patrimoine de l'agglomération, le CPA travaille naturellement avec d'autres acteurs du territoire sur ces thématiques et va à la rencontre des habitants. Pendant la période de fermeture, toute notre équipe s'est déplacée dans les villes et les villages de l'agglomération, afin de travailler à partir d'expositions hors-les-murs, itinérantes ou d'animations pédagogiques dans les écoles, durant les temps scolaire ou périscolaire. Nous avons construit une programmation avec de nombreux partenaires qui s'est déroulée pendant un an et demi dans différents équipements du territoire : médiathèques, archives départementales, conservatoire de musique, équipements socio-culturels, etc.

De ce fait, le CPA prend part à l'irrigation culturelle de l'agglomération de Valence, il en est l'un des acteurs. Sa réouverture prochaine participera au rayonnement de l'ensemble de l'agglomération, à la fois à l'échelle locale, auprès des habitants, à l'échelle régionale, avec les visiteurs de passage, et à l'échelle nationale, à travers notamment le développement des activités de l'Ethnopôle. Et ce, avec le souci constant de construire des programmations et des activités de qualité, exigeantes, sur des problématiques actuelles que l'on ne peut ignorer aujourd'hui. Il est en cela un lieu citoyen, ancré dans son temps. ■